



**PRÉFET
DE LA HAUTE-
GARONNE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction Régionale de l'Environnement,
de l'Aménagement et du Logement
d'Occitanie**

Unité inter-départementale Haute-Garonne-Ariège
4 avenue Didier Daurat
31776 Colomiers

Colomiers, le 24/01/2025

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 02/12/2024

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

RHÔNE ENERGIES FOS SUR MER (ex ESSO).

28 avenue de Fondeyre
31000 Toulouse

Références : 2025/0029
Code AIOT : 0006802379

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 02/12/2024 dans l'établissement RHÔNE ENERGIES FOS SUR MER (ex ESSO), implanté 28 avenue de Fondeyre 31000 Toulouse. L'inspection a été annoncée le 28/11/2024. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

La visite, objet du présent rapport, a été axée sur la prévention des risques accidentels. Elle a porté sur certaines procédures dont la mise en place est imposée par l'arrêté d'autorisation du site, des installations spécifiques du site (avaloirs de la zone de stationnement des wagons, local déporté de la salle de contrôle), ainsi que sur des mesures de maîtrise du risque [MMR] valorisées par l'exploitant dans son étude de dangers.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- RHÔNE ENERGIES FOS SUR MER (ex ESSO).

- 28 avenue de Fondeyre 31000 Toulouse
- Code AIOT : 0006802379
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Seveso seuil haut
- IED : Non

La société RHÔNE ENERGIE FOS-SUR-MER S.A.S. exploite un dépôt pétrolier sur le site de Fondeyre à Toulouse qui comporte des bacs d'hydrocarbures, des postes de réception de produits par camions ou wagons citernes, et des postes automatisés de chargement en hydrocarbures des camions.

Le site relève du régime de l'autorisation environnementale pour son stockage d'hydrocarbures et pour ses installations de déchargement et de chargement desservant son stockage.

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;

- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
2	Procédures spécifiques	Arrêté Préfectoral du 26/04/2017, article 4.2	Demande de justificatif à l'exploitant	1 mois
5	Mesures de maîtrise des risques	Arrêté Préfectoral du 21/12/2009, article 4	Demande de justificatif à l'exploitant	1 mois
6	Mesure de Maîtrise des Risques instrumentée	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 7	Demande de justificatif à l'exploitant	1 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Procédures spécifiques	Arrêté Préfectoral du 26/04/2017, article 4.1	Sans objet
3	Procédures spécifiques	Arrêté Préfectoral du 26/04/2017, article 4.3	Sans objet
4	Antenne déportée de la salle de contrôle	Arrêté Préfectoral du 26/04/2017, article 5	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'inspection a relevé trois faits avec suite pour lesquels des justificatifs ont été demandés. Ces éléments peuvent rapidement être transmis par l'exploitant.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Procédures spécifiques

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 26/04/2017, article 4.1
Thème(s) : Risques accidentels, chômage du canal
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'exploitant met en place une procédure lui permettant de connaître les périodes de chômage du canal latéral à la Garonne, susceptibles d'impacter la disponibilité de cette ressource en eau d'incendie. Cette procédure définit également, si nécessaire, les mesures compensatoires permettant de garantir la disponibilité de moyens incendie suffisants pendant ces périodes.</p>
<p>Constats :</p> <p>D'après le Plan d'opération interne (POI) du site, l'alimentation en eau par le canal latéral à la Garonne (ou canal de Garonne) n'est pas nécessaire, les moyens en eaux disponibles sur le site sont suffisants.</p> <p>Le SDIS possède un moyen de pompage permettant d'atteindre un débit de 840m³/h, ce qui répond aux besoins de l'installation, dimensionnés dans le POI.</p> <p>Afin d'être en mesure de pomper dans le canal de Garonne, le SDIS a besoin d'une hauteur d'eau supérieure à 1 mètre.</p> <p>L'exploitant explique que les périodes de chômage du canal correspondent à une baisse de niveau d'eau et à l'absence de navigation. En 2024, le chômage du canal est planifié du 12 novembre au 12 décembre, jusqu'à l'écluse de Lalande.</p> <p>L'exploitant écrit chaque année à Voie Navigable de France (VNF) afin de connaître la période de chômage du canal. Le SDIS n'est pas prévenu des périodes de chômage du canal tant que la hauteur d'eau est supérieure à 1 mètre et que les conditions d'interventions restent inchangées. L'exploitant précise que les conditions d'intervention durant les périodes de chômage n'ont jamais été modifiées, par conséquent le SDIS n'a jamais été informé sur ce point à ce jour.</p>
Type de suites proposées : Sans suite

N° 2 : Procédures spécifiques

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 26/04/2017, article 4.2
Thème(s) : Risques accidentels, avaloir dépotage wagons
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'exploitant définit une procédure de suivi des avaloirs de l'aire de dépotage des wagons-citernes. Cette procédure définit notamment les modalités d'entretien ainsi que le mode opératoire et la périodicité de leurs contrôles. Des critères d'acceptabilité des résultats de contrôles portant notamment sur les capacités d'absorption de la fuite d'un wagon par les avaloirs sont définis.</p> <p>Le suivi et les contrôles de ces avaloirs sont intégrés au système de gestion de la sécurité du site.</p>
<p>Constats :</p> <p>La procédure RCL 700.722.T encadrant le suivi des avaloirs, a été révisée en 2020.</p>

<p>L'objectif est d'assurer que la totalité de l'eau susceptible d'être présente dans la zone de dépotage, peut être absorbée par les avaloirs et redirigée dans le bassin d'orage. Cette quantité d'eau est déterminée au travers du dimensionnement de la défense incendie.</p> <p>L'exploitant présente les derniers essais réalisés, en date du 20/04/2023. La quantité d'eau apportée au niveau de l'aire de dépotage est vérifiée avec un débitmètre, la détection d'eau dans le bassin d'orage est également vérifiée.</p> <p>Le compte rendu présenté mentionne une difficulté d'ouverture d'une vanne électrique, qui a été remplacée d'après l'exploitant.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>Il est demandé à l'exploitant de transmettre les éléments justifiant du remplacement de la vanne électrique.</p>
<p>Type de suites proposées : Avec suites</p>
<p>Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant</p>
<p>Proposition de délais : 1 mois</p>

N° 3 : Procédures spécifiques

<p>Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 26/04/2017, article 4.3</p>
<p>Thème(s) : Risques accidentels, stationnement wagons-citernes</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Les wagons-citernes sont stationnés de telle sorte que la parcelle AH 283 du plan cadastral de la commune de Toulouse ne peut être soumise à des effets thermiques graves en cas d'incendie sur l'aire de dépotage.</p>
<p>Constats :</p> <p>La parcelle AH 283 se situe en limite de la zone de dépotage, à proximité du portail de la ligne ferroviaire. Le stationnement des wagons assurant la limitation des effets thermiques est matérialisé par une marque au sol. Lors de l'arrivée d'un train, le conducteur est aidé par l'opérateur qui lui signale où s'arrêter. Une limite physique permet également d'assurer le bon positionnement du train : un échantillon de la marchandise est prélevé sur le deuxième wagon pour en vérifier la qualité, la longueur du flexible de l'échantillonneur fixe ne permet pas le branchement en cas de mauvais positionnement.</p> <p>Lors de la visite de terrain, l'inspection a constaté la bonne application de ces consignes pour le train présent.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 4 : Antenne déportée de la salle de contrôle

<p>Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 26/04/2017, article 5</p>
<p>Thème(s) : Risques accidentels, mise en sécurité</p>

<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Une antenne de la salle de contrôle permettant d'assurer les opérations de mise en sécurité du site est créée. Cette antenne est localisée de telle manière que, quel que soit le phénomène dangereux pouvant se produire sur le site, l'une des deux salles de commande reste opérationnelle.</p> <p>L'exploitant définit les opérations de mise en sécurité devant pouvoir être réalisées depuis cette antenne et contrôle périodiquement le caractère opérationnel de cette antenne.</p>
<p>Constats :</p> <p>Le local est équipé d'un second automate de défense incendie, permettant de lancer à distance tous les scénarii identifiés dans le POI. Un exemplaire du POI est disponible en version papier. Ce local peut être soumis à des niveaux de suppression correspondant à des effets de bris de vitres, en cas de phénomène dangereux survenant sur le site, mais il ne comporte pas de surface vitrée.</p> <p>Le dernier contrôle périodique relatif à ce local est présenté par l'exploitant, il a été réalisé le 16 janvier 2024.</p> <p>Ce local a été présenté par l'exploitant lors de la visite de terrain.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 5 : Mesures de maîtrise des risques

<p>Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 21/12/2009, article 4</p>
<p>Thème(s) : Risques accidentels, Détecteur HC (gazeux)</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Les mesures de maîtrise des risques (MMR), au sens de la réglementation, qui interviennent dans la cotation en probabilité et en gravité des phénomènes dangereux dont les effets sortent des limites du site doivent apparaître clairement dans une liste établie et tenue à jour par l'exploitant. Ces mesures peuvent être techniques ou organisationnelles, actives ou passives et résultent des études de dangers ; elles permettent la maîtrise des risques majeurs dans toutes les phases d'exploitation des installations, y compris en situation dégradée, en lien avec le Système de Gestion de la Sécurité (SGS),</p> <p>Dans le cas de chaîne de sécurité, la mesure couvre l'ensemble des matériels composant la chaîne. Sont notamment incluses dans cette liste, les mesures qui participent à la décote en probabilité et/ou en gravité pour l'acceptabilité du risque et celles qui conduisent à l'exclusion de certains phénomènes dangereux pour l'élaboration du plan de prévention des risques technologiques.</p> <p>Toute évolution de ces mesures fait préalablement l'objet d'une analyse de risque proportionnée à la modification envisagée. Ces éléments sont tracés et seront intégrés dans l'étude de dangers lors de sa révision.</p> <p>Ces mesures doivent être efficaces, avoir une cinétique de mise en œuvre en adéquation avec celles des événements à maîtriser, être testées et maintenues de façon à garantir leur pérennité. Pour chacune d'elles, l'exploitant identifie le niveau de performance requis et s'assure de son atteinte en permanence.</p> <p>Ce niveau de performance est apprécié au regard des principes suivants, lorsque concerné :</p>

-Efficacité ou capacité de réalisation :

Capacité à remplir la mission/fonction de sécurité qui lui est confiée pendant une durée donnée et dans son contexte d'utilisation. En général, cette efficacité s'exprime en pourcentage d'accomplissement de la fonction définie. Ce pourcentage peut varier pendant la durée de sollicitation de la barrière de sécurité. Cette efficacité est évaluée par rapport aux principes de dimensionnement adapté et de résistance aux contraintes spécifiques.

-Temps de réponse:

Intervalle de temps requis entre la sollicitation et l'exécution de la mission/fonction de sécurité. Ce temps de réponse est inclus dans la cinétique de mise en œuvre d'une fonction de sécurité, cette dernière devant être en adéquation [significativement plus courte] avec la cinétique du phénomène qu'elle doit maîtriser.

-Indépendance d'une barrière:

Faculté d'une barrière, de par sa conception, son exploitation et son environnement, à ne pas dépendre du fonctionnement d'autres éléments et notamment d'une part d'autres barrières, et d'autre part, du système de conduite de l'installation, afin d'éviter les modes communs de défaillance ou de limiter leur fréquence d'occurrence.

-Principe de sécurité positive:

Un équipement est dit « à sécurité positive » lorsqu'une perte du fluide moteur ou des utilités conduit l'équipement à se mettre en situation sécuritaire stable ; la position de sécurité du système doit être maintenue dans le temps.

-Principe de tolérance aux anomalies matérielles:

Une fonction de sécurité est considérée comme « tolérante à une anomalie » lorsque le dysfonctionnement d'un des éléments qui la composent ne perturbe pas sa réalisation.

-Principe de tolérance à la première défaillance:

Une fonction de sécurité devra rester disponible en cas de défaillance unique d'un des éléments assurant cette fonction. La redondance est un moyen d'atteindre cet objectif.

-Principe de « concept éprouvé »:

Un équipement est dit de conception éprouvée lorsqu'il est utilisé depuis plusieurs années sur des sites industriels et que le retour d'expérience sur son application est bon, ou qu'il a subi des tests

de «qualification » par l'utilisateur ou d'autres organismes.

-Principe de résistance aux contraintes spécifiques:

Les dispositifs assurant la fonction de sécurité doivent être conçus de manière à résister aux contraintes spécifiques internes liées aux produits manipulés et aux conditions d'exploitation et externes liées à l'environnement du système.

-Principe de testabilité:

Les dispositifs, et en particulier les chaînes de transmission, doivent être conçus pour permettre de s'assurer périodiquement par test de leur efficacité.

-Principe d'inspection-maintenance spécifique:

Des programmes de maintenance, d'essais ... sont définis autant que de besoin et les périodicités qui y figurent sont explicitées. Les indisponibilités temporaires des mesures de maîtrise susvisées sont gérées par des dispositions de même niveau.

Gestion des MMR:

Toute intervention sur des matériels constituant toute ou partie d'une mesure « MMR » est suivie d'essais fonctionnels systématiques.

La traçabilité des différentes vérifications, tests, contrôles et autres opérations visées ci-dessus est assurée en permanence. L'exploitant tient ces restitutions à disposition de l'inspection des installations classées.

Une organisation doit être mise en place, dans le cadre du SGS, afin de s'assurer de la pérennité des principes définis ci-dessus.

Constats :

L'inspection a choisi, par sondage, de vérifier la prescription ci-dessus pour la mesure de maîtrise des risques (MMR): capteur HC (gazeux). Compte tenu de la sensibilité des éléments inspectés, pouvant remettre en cause la sécurité de l'établissement, les détails de ce constat sont renseignés en annexe confidentielle.

Une remarque concernant le critère d'efficacité est formulée et fait l'objet d'une demande de justificatif à l'exploitant.

Par ailleurs, l'inspection relève que le capteur HC n'est pas en soi une mesure de maîtrise des risques, car il ne permet pas, à lui seul, d'assurer une fonction de sécurité. Les définitions des MMR présentes dans l'étude de dangers devront être mises à jour en conséquence dans le prochain réexamen de l'étude de dangers.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

<p>Il est demandé à l'exploitant de justifier de l'efficacité (ou de la capacité de réalisation) de la fonction de sécurité comprenant les capteurs HC (gazeux).</p> <p>Les définitions des MMR identifiées dans la version actuelle de l'EDD devront être mises à jour dans le cadre du prochain réexamen de l'EDD prévue le 06 octobre 2026 au plus tard.</p>
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant
Proposition de délais : 1 mois

N° 6 : Mesure de Maîtrise des Risques instrumentée

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 7
Thème(s) : Risques accidentels, capteur HC (gazeux)
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Le présent article est applicable aux mesures de maîtrise des risques, c'est-à-dire aux ensembles d'éléments techniques et/ou organisationnels nécessaires et suffisants pour assurer une fonction de sécurité, faisant appel à de l'instrumentation de sécurité visées par l'article 4 de l'arrêté du 29 septembre 2005 susvisé et présentes au sein d'un « établissement comportant au moins une installation seuil bas ou seuil haut définie à l'article R. 511-10 du code de l'environnement ».</p> <p>Sont exclues du champ d'application de cet article les mesures de maîtrise des risques faisant appel à de l'instrumentation de sécurité dont la défaillance n'est pas susceptible de remettre en cause de façon importante la sécurité lorsque cette estimation de l'importance est réalisée selon une méthodologie issue d'un guide professionnel reconnu par le ministre chargé de l'environnement.</p> <p>L'exploitant réalise un état initial des équipements techniques contribuant à ces mesures de maîtrise des risques faisant appel à de l'instrumentation de sécurité.</p> <p>A l'issue de cet état initial, il élabore un programme de surveillance des équipements contribuant à ces mesures de maîtrise des risques.</p> <p>L'état initial, le programme de surveillance et le plan de surveillance sont établis soit sur la base d'un guide professionnel reconnu par le ministre chargé de l'environnement, soit sur la base d'une méthodologie développée par l'exploitant pour laquelle le préfet peut exiger une analyse critique par un organisme extérieur expert choisi par l'exploitant en accord avec l'administration.</p> <p>Par ailleurs, pour les mesures de maîtrise des risques mettant en œuvre de l'instrumentation de sécurité dont il apparaît lors de l'état initial qu'elle n'a jamais fait l'objet d'un contrôle de bon fonctionnement, un tel contrôle est réalisé avant le 30 juin 2014.</p> <p>Pour les équipements contribuant aux mesures de maîtrise des risques visées par le présent article et mis en service avant le 1er janvier 2011 :</p> <ul style="list-style-type: none"> - l'état initial est réalisé avant le 31 décembre 2013 ; - le programme de surveillance est élaboré avant le 31 décembre 2014. <p>Pour les équipements contribuant aux mesures de maîtrise des risques visées par le présent article et mis en services à compter du 1er janvier 2011, l'état initial et le programme de surveillance sont réalisés au plus tard douze mois après la mise en service.</p>
<p>Constats :</p> <p>Compte tenu de la sensibilité des éléments inspectés, pouvant remettre en cause la sécurité de l'établissement, les détails de ce constat sont renseignés en annexe confidentielle.</p>

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : Il est demandé à l'exploitant de justifier que : - le principe de redondance est appliqué au système d'acquisition de l'automate ; - la chaîne de mesures de maîtrise des risques est secourue électriquement.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant
Proposition de délais : 1 mois